



Kit militant

Élections en Grèce – la victoire de Syriza sera aussi la nôtre !



© Stéphane Burlot

« Le changement nécessaire en Europe commence ici, en Grèce, et il gagnera progressivement toujours plus de pays »

Alexis Tsipras





SOMMAIRE

Introduction de Martine Billard : Troïka, pas touche au peuple grec	p.3
I. Chronique des saignées de la Troïka laissant une Grèce exsangue	p.4
1. De la sortie de la dictature des colonels à un échange permanent du pouvoir entre la droite et la social-démocratie	p.4
2. Chronologie de l'austérité : les mémorandums orchestrés par la droite et la social-démocratie	p.6
3. Le coup de poker de Samaras avec la convocation d'élections anticipées	p.13
II. le programme de Syriza : « une sortie de crise fondée sur l'idée de progrès et de justice »	p.15
1. Répondre à l'urgence humanitaire	p.15
2. Effacer la partie de la dette illégitime pour sortir de l'austérité	p.17
3. Lancer une politique de relance et de création d'emplois	p.19
4. Renforcer la démocratie et les droits de l'Homme	p.20
III. Lutter contre les tentatives de l'oligarchie européenne de déstabilisation du pays	p.25
1. Les menaces de l'oligarchie européenne contre le peuple grec à l'aube du vote	p.25
2. Pourquoi Syriza ne fera pas sortir la Grèce de la zone euro ?	p.26
Conclusion : Quelles marges de manoeuvre pour le gouvernement Syriza ? La Grèce a besoin de nous	p.27

Introduction de Martine Billard

Secrétaire nationale à l'international et au développement du réseau écosocialiste à l'international

Troïka, pas touche au peuple grec - Soutien à Syriza

"Avec la perspective d'une victoire de Syriza aux élections en Grèce le 25 janvier, les libéraux de tous les pays se déchaînent. Devant des années d'échec de leurs politiques d'austérité, le rejet populaire s'exprime dans tous les pays de l'Union européenne.

En Grèce, un immense espoir se lève pour un peuple qui ne supporte plus la dégradation de ses conditions de vie imposée par la Troïka, l'exil obligé des jeunes à la recherche d'un avenir meilleur et pendant ce temps la poursuite de l'enrichissement des plus riches.

La volonté d'imposer coûte que coûte le remboursement de dettes en grande partie illégitimes, remboursement qui ne sert de plus qu'à engraisser les banques, se heurte à la résistance des peuples et soulève l'inquiétude des puissants.

De nombreux pays de l'Union Européenne ont vu ces derniers mois se succéder grèves et manifestations de masse. Au Portugal, en Espagne mais aussi plus récemment en Irlande où près de 200 000 personnes sont descendues dans la rue en novembre pour exiger le maintien de la gratuité de l'eau et le refus de sa privatisation. Le 12 décembre, c'était au tour de 1 million et demi d'Italiens de manifester et 60% des salariés participaient à la grève générale. Le 15 décembre, les travailleurs belges prenaient le relais en participant massivement, et ce dans tout le pays, à une grève générale, pendant que des grèves éclataient en Allemagne (Amazon, KLM).

Les chaînes se fissurent de partout et c'est en Grèce qu'elles peuvent craquer en premier. C'est pourquoi la perspective d'une victoire de Syriza a redonné de l'espoir à toutes celles et ceux qui se battent partout en Europe contre l'austérité et les politiques libérales.

Il est donc fondamental ici aussi en France de dénoncer les mensonges véhiculés par les médias et par certains politiques et autres experts économiques auto-proclamés qui cherchent à déconsidérer le peuple grec, à s'ingérer dans ses choix et à monter les autres peuples contre lui par la peur.

Nous dénonçons les pressions que François Hollande a cherché à exercer ainsi que l'hypocrisie de ses propos. *« Les Grecs sont libres de décider souverainement de leur gouvernement (...), quant à l'appartenance de la Grèce à la zone euro, c'est à la Grèce seule d'en décider »* mais ils *« auront à respecter les engagements qui ont été pris par leur pays »*, laissant ainsi entendre que Syriza prône la sortie de l'euro alors qu'il sait *pertinemment que ce n'est pas le cas.*

Le but de cette brochure est donc d'informer sur l'état de la Grèce tel que laissé par les gouvernements du Pasok, de la Nouvelle Démocratie puis de coalition ainsi que de faire connaître les propositions de Syriza.

Si un chaînon cède, c'est tous les peuples d'Europe qui pourront s'engouffrer dans cette brèche. Alors oui, la victoire de Syriza sera aussi notre victoire."

I. Chronique des saignées de la Troïka laissant une Grèce exsangue

Cette première partie chronologique permet de se replacer dans le contexte historique, politique et économique de la Grèce: une succession de familles de droite et social-démocrate.

1. De la sortie de la dictature des colonels à un échange permanent du pouvoir entre la droite et la social-démocratie

La crise chypriote de juillet 1974 met fin à la dictature des colonels (1967-1974) pour laisser la place à un gouvernement de transition formé de civils. L'ex-premier ministre Constantin Caramanlis revient de son exil parisien pour reprendre ses anciennes fonctions à la demande de la junte militaire - des Etats-Unis, de fait, qui cautionnent la dictature jusqu'à la crise chypriote et les oppositions internes de la junte.

Caramanlis offrait, en effet, à la junte la perspective d'un changement de régime en douceur et, aux Etats-Unis, la conservation d'une alliance stratégique, puisque la Grèce, tombée dans le giron américain dès 1947 grâce aux aides financières du plan Marshall et membre de l'OTAN depuis 1952, était un avant-poste idéal en pleine guerre froide et face au Proche Orient.

Les élections du 17 novembre 1974 sont remportées massivement par le Parti Nouvelle Démocratie, la formation de Caramanlis.

Le 8 décembre, un référendum permet à la population de se prononcer contre la monarchie. Les attentes de la population sont énormes concernant le rétablissement des libertés publiques et individuelles et l'élection d'un parlement au suffrage universel notamment.

Cependant, effacer les vestiges de ces sept années de dictature demeure difficile. L'armée, formée à la lutte anticommuniste et bastion des officiers d'extrême droite qui peuplent encore les administrations, constitue, de fait, une menace permanente pour le nouveau régime. Certaines pratiques arbitraires restent même en vigueur.

De plus, la dictature et la politique ultralibérale, menée sous l'influence américaine, a laissé le pays dans une situation économique catastrophique et la Grèce subit de plein fouet le 1er choc pétrolier : inflation galopante, taux nul de croissance du revenu national, de sérieux déficits dans les balances du commerce et des paiements.

Dès la fin de la dictature, la Grèce tente de s'éloigner de l'influence des Etats-Unis et décide de s'orienter en direction de l'Europe. Le gouverneur de la Banque centrale grecque d'alors résume la pensée de ses dirigeants politiques contemporains ainsi : *«seules les conditions de la libre concurrence peuvent assurer l'accumulation accélérée du capital, le progrès technologique et l'amélioration du niveau de vie».*



La Grèce adhère en un temps record à la Communauté économique européenne, en 1981. Cette adhésion est largement rejetée par l'opposition communiste et socialiste.

Seul le petit parti communiste dit « de l'intérieur » - un des ancêtres d'une des formations de Syriza (voir encadré « La genèse de Syriza ») - y voit un facteur de stabilisation de la démocratie et de modernisation.

La même année, la Grèce amène au pouvoir le premier gouvernement social-démocrate, mené par Andréas Papandréou du Pasok, et père de Georgios Papandréou que l'on retrouvera plus tard à la tête d'un gouvernement.

Les années 80 puis 90 sont marquées par une instabilité gouvernementale chronique (alternance Pasok, Nouvelle Démocratie et gouvernements de coalition) et des politiques économiques d'austérité, imposées par les partenaires européens, qui se relâchent à l'approche d'échéances électorales.

La Grèce n'arrive pourtant ni à exploiter l'ouverture de l'espace balkanique à l'Est d'une part, ni le marché européen pour l'exportation de ses fruits et légumes, dont elle est grande productrice, d'autre part. Les deux élections législatives de l'année 1989 conduisent à des coalitions faibles et provoquent une troisième élection l'année suivante.

Nouvelle Démocratie gagne de justesse, mais, lorsque des dissensions internes éclatent dans le parti, les nouvelles élections de 1993 voient Andréas Papandréou revenir au pouvoir. Jusqu'en 2004, le parti social-démocrate Pasok gouverne alors la Grèce.

Puis, Costas Caramanlis (Nouvelle Démocratie et neveu de Constantin Caramanlis) est réélu en 2004, promettant plus de transparence. Bien vite, cependant, son gouvernement patauge dans des scandales plus graves encore que ceux de leurs prédécesseurs : pots-de-vin, vie de luxe, népotisme...

Pour couronner le tout, le gouvernement admet même avoir falsifié ses comptes pour donner l'illusion qu'il respectait les critères de Maastricht, sur les conseils de Goldman Sachs.

Les derniers gouvernements ont détruit les derniers remparts de l'État providence, participant de fait au renforcement d'une extrême-droite pourtant presque anéantie depuis la chute de la dictature.



La genèse de Syriza : une coalition de gauches

Les origines de Synaspismós Rhizospastikís Aristerás (coalition de la gauche radicale) remontent à 2001. Un groupe, «Espace de dialogue pour l'unité et l'action commune de la Gauche», est créé pour débattre de questions qui hantent l'actualité grecque, notamment la guerre au Kosovo et les privatisations. L'année suivante, pour les élections locales, des coalitions sont formées sur la base de cet «Espace». C'est en 2004, à l'occasion des législatives, qu'est officiellement né Syriza composé du groupe parlementaire Synaspismos, la Gauche du Renouveau écologique et communiste (AKOA), la Gauche ouvrière internationaliste (DEA), le Mouvement de la gauche unifiée dans l'action (KEDA) (une scission du parti communiste grec, le KKE), les Citoyens Actifs (une organisation proche du grand résistant à l'occupation nazie, Manolis Glezos). Lors des élections suivantes (législatives de 2007, Européennes de 2009, législatives de 2009), Syriza s'est implanté durablement dans le paysage politique grec et différentes autres formations de gauche l'ont rejoint. Avec 16,78% des voix, et 52 sièges à la Vouli, Syriza franchit un stade supplémentaire aux législatives de 2012. D'une force d'opposition de gauche, Syriza pourrait être appelé au gouvernement. Aux européennes de 2014, dernier scrutin en date, il remporte plus de 26% des scrutins, ce qui le place comme première force politique du pays.

2. Chronologie de l'austérité : les mémorandums orchestrés par la droite et la social-démocratie

La révélation du véritable montant de la dette grecque entraîne une dégradation de la note de la Grèce par les agences de notation et une intense spéculation contre la Grèce. Le taux d'emprunt pour l'Etat grec explose (Entre le 1^{er} décembre 2009 et le 11 novembre 2011, le taux des obligations grecques à dix ans est passé de 4,84 % à 41,41 %).

De 2009 à aujourd'hui, la Grèce passe de gouvernements de droite, social-démocrate, de coalition, tous vont appliquer religieusement la doxa néolibérale. Les seuls prêts qui sont consentis par les institutions internationales (FMI, BCE, Commission européenne) à travers des « plans de sauvetage » ne le sont qu'à la condition d'appliquer une politique ultra-austéraitre et irréalisable (mémorandums). La reprise de la croissance est impossible dans ces conditions, la réduction de la dette illusoire, et la Grèce est condamnée à se trouver en situation de crise de la dette chronique.



2009 / gouvernement Papandréou - la sociale-démocratie Pasok

Georges Papandréou, du Mouvement socialiste panhellénique (Pasok), arrive au pouvoir en octobre 2009. Il relève la prévision de déficit public de 6 % à 12,7% du produit intérieur brut (PIB). La débâcle économique, doublée d'une crise politique profonde, commence pour de bon. Le 6 décembre un jeune homme de 15 ans est tué par la police lors d'un rassemblement. Son nom vient s'ajouter à la longue liste de répressions et assassinats restés impunis, commis contre des manifestants ou des immigrants.

Janvier 2010

1e plan de mémorandum

OBJECTIF : ramener le déficit sous les 3% de PIB d'ici 2012

- hausse des impôts
- gel des embauches dans la fonction publique

En mars, la Grèce connaît ses premiers mouvements massifs de grève dans les secteurs public et privé. En avril, La Grèce demande l'aide du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne. Ces derniers choisissent de s'accorder sur un montant de prêt conditionné à des « réformes structurelles » selon la méthode habituelle du FMI. L'Europe étant incapable de répondre seule à la demande d'aide de la Grèce, se forme ainsi cette coordination inédite qu'on appelle Troïka (BCE, Commission européenne, FMI). En mai, alors que commence la troisième grève générale depuis février, Athènes obtient son premier plan de « sauvetage », d'un montant de 110 milliards d'euros sur trois ans, adossé à un programme d'austérité supervisé par la Troïka. Cela recouvre une partie de prêts bilatéraux (directement des Etats ou du FMI avec la Grèce) et d'un prêt accordé par le Fond de stabilisation européen, créé à cette occasion (et financé en partie par le FMI).

Février 2010

2e plan

OBJECTIF : durcissement du premier plan d'austérité

- gel total du salaire des fonctionnaires
- relèvement de l'âge de départ légal à la retraite augmentation des taxes sur les carburants

Mars 2010

3e plan

- gel des retraites
- augmentation des taxes (alcool, tabac, essence)



Mai 2010

4e plan

OBJECTIF : réduction des dépenses publiques de 7% d'ici 2013

- gel des salaires et retraites
- non remplacement de 4 fonctionnaires sur 5
- augmentation de la TVA (de 19 à 23%)
- augmentation des taxes sur les carburants, le tabac et l'alcool
- âge de la retraite unifié à 65 ans ; augmentation progressive de la durée de cotisation (de 37 à 40 ans)
- suppression des 13e et 14e mois pour les retraités et salariés du public
-

En mars 2011, en échange d'une accélération du programme de privatisations, la durée des emprunts concédés par l'Europe est accrue et leur taux réduit.

Avril 2011

5e plan

OBJECTIF : 23 milliards d'économie supplémentaires d'ici 2015

Juin 2011

6e plan

OBJECTIF : 28,4 milliards d'économie et 50 milliards de privatisation d'ici 2015

- durcissement des critères pour les allocations sociales et chômage
- réduction des retraites complémentaires
- non remplacement de 5 fonctionnaires sur 9 à partir de 2011
- licenciement des salariés d'organismes publics ou fusionnés devient possible
- privatisations : ports, aéroport, poste, banque, etc.

Septembre 2011

7e plan

OBJECTIF : 7,5 milliards d'euros d'économie

- taxe spéciale sur la propriété immobilière
- l'Union européenne et le FMI font pression pour imposer de nouvelles mesures d'austérité (coupes dans les salaires des fonctionnaires et pensions de retraite) avant le déblocage de la 6e tranche de leur aide de 110 milliards d'euros accordée en 2010

Octobre 2011

8e plan

- baisse des pensions de retraites
- gel des conventions collectives
- chômage partiel puis licenciement de 30 000 agents publics

Ce nouveau plan d'austérité signe l'arrêt de mort du gouvernement Papandréou.

L'Union européenne contraint les créanciers privés à accepter une réduction de 50% de la dette publique qu'ils détiennent. Elle prévoit également la recapitalisation des banques grecques à hauteur de 106 milliards d'euros. M. Papandréou propose de soumettre ce programme à un référendum.

Novembre 2011

sous la pression franco-allemande, M. Papandréou renonce à son projet de référendum et démissionne.

2011 / gouvernement de Papademos le technocrate - la coalition avec l'extrême-droite

M. Lucas Papademos, ancien vice-président de la BCE, succède à Papandréou à la tête d'une coalition alliant le Pasok, la droite Nouvelle Démocratie et l'extrême droite (Alerte populaire orthodoxe, LAOS), une première depuis le retour de la démocratie en Grèce en 1974. Le ministère grec des Finances reste dans les mains d'Evangelós Vénizelos, poids-lourd socialiste (douze autres ministres socio-démocrates sortant sont également maintenus à leur poste), tandis que les Affaires Etrangères échoient à un libéral de la Nouvelle Démocratie, l'ex-Commissaire européen Stavros Dimas. L'extrême-droite obtient le ministère des Transports et un secrétariat d'État.

Février 2012

9e plan

OBJECTIFS : 350 millions d'économies

- baisse de 22 % du salaire minimum (586 € bruts sur 14 mois)
- baisse des pensions de retraite
- coupes dans les effectifs de la fonction publique (-15.000 emplois)
- quatre entreprises publiques privatisées
- réduction du budget de la sécurité sociale et de l'armée
- plan d'effacement de la moitié des titres de dette publique détenus par des créanciers privés (107 milliards d'euros)
- Soit les conditions de la troïka, pour débloquer les 237 milliards d'euros (dont 130 d'ici 2014) du second plan international de sauvetage des banques grecques

**Juillet -
décembre 2012**

Plan de privatisations

OBJECTIFS : 40 millions d'économies

- fusion et suppression de 20 organismes publics



2012 / gouvernement Samaras - la droite Nouvelle Démocratie

Les élections législatives anticipées de mai 2012 ne permettent pas de dégager une franche majorité. Le parti néonazi Aube dorée fait son entrée au Parlement grec. La Coalition de la gauche radicale Syriza totalise 16,78 % des voix. En juin, Nouvelle Démocratie remporte le second scrutin législatif. M. Antonis Samaras devient premier ministre grâce à une alliance de gouvernement avec le Pasok et le petit parti de centre gauche (Gauche démocratique- DIMAR- créé en 2010 par une scission de Synaspismos). Syriza obtient quant à lui 26,89 % des suffrages.

En février 2012, l'Europe crée une nouvelle institution pérennisant le temporaire Fonds européen de stabilité financière. Il s'agit du Mécanisme européen de stabilité, qui est entré en vigueur le 27 septembre 2012. C'est une sorte de FMI européen conçu pour prêter à des États à la condition d'engager des réformes. Pour avoir accès aux aides du MES, un État devra accepter toutes les dispositions sur l'austérité budgétaire contenues dans le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG).

Novembre 2012

10e plan

OBJECTIFS : 18 milliards d'économies (2 jours après le 3^e mémorandum imposé par la Troïka)

- baisses de salaire dans la fonction publique
- recul du départ à la retraite de 65 ans à 67 ans
- baisse de 15 % des pensions à partir de 1000 €
- suppression de conventions collectives
- privatisation de l'Agence de paris sportifs (Opap), des ports, aéroports et chemins de fer, des compagnies d'eau, d'électricité et de gaz, de la caisse d'épargne.

Janvier 2013

11e plan

OBJECTIFS : 2,5 milliards d'économies

- durcissement de la fiscalité des salariés et professions libérales

Janvier 2013

Juin 2013

Mea culpa du FMI

• l'économiste en chef du FMI, Olivier Blanchard, et Daniel Leigh, un autre collaborateur du FMI publient un texte intitulé « Erreurs de prévisions de croissance et multiplicateurs budgétaires », qui admet une mauvaise estimation du « multiplicateur », et reconnaît donc que la consolidation a été peut-être mal évaluée.

- En juin, Christine Lagarde admet des « échecs notables » concernant les projections de la dette publique grecque et l'évaluation de la récession.



Juin 2013

Crise de l'ERT

- Le 11 juin 2013 : fermeture de l'ERT (Ellinikí Radiofonía Tileóراسι) pour cause d'occupation policière de l'émetteur principal.
- 13 juin 2013 : plusieurs dizaines de milliers de manifestants protestent à Athènes et en Europe.
- Cette mort de l'ERT correspond à « une lettre de créance thatchérienne » (f. journaliste d'*Elefthérotypia*, Vicky Samara).
- Andonis Samaras effectue en une nuit les 2000 licenciements exigés par la Troïka dans le secteur public pour le mois de juin.
- Enjeu proprement politique : ERT est le seul medium à relayer le discours de l'opposition (en 2012 déjà, 2 journalistes du groupe ont été licenciés après avoir rendu public un article du Guardian accusant la police d'actes de torture sur des manifestants antifascistes) et accorder un traitement juste aux mouvements sociaux, aux grèves et aux occupations.
- L'audiovisuel demeure après cela restreint aux médias privés détenus par les groupes capitalistes du BTP (Pegasus) ou les armateurs (Skai group).
- Leur politique informationnelle = messages anxio-gènes + décrédibilisation de toute alternative politique + politique d'austérité salariale qui empêche le personnel médiatique de faire son travail dans des conditions correctes.
- Ex : groupe DOL, proche du PASOK, opère transferts de personnel entre champ politique et champ journalistique (l'ancien directeur du quotidien du groupe devenu porte-parole du gouvernement Papadémós en novembre 2011...).
- Soutien à la fermeture... par Aube Dorée.
- Soutien à l'ERT : du patron de l'UER, "Union européenne de radio-télévision", qui diffuse en satellite l'ERT et brise le block-out gouvernemental ainsi que l'Association de la presse internationale (API), à laquelle appartiennent les correspondants de médias à Bruxelles, juge ces licenciements et cette fermeture « *indéfendables* ».

9 Juin 2014

M. Samaras procède à un remaniement ministériel, suite à la large victoire de Syriza lors des élections européennes de mai (26%). Le nouveau gouvernement intègre davantage les socialistes du PASOK qui occupent un quatrième portefeuille ministériel (éducation).



La réduction du ratio dette/PIB par l'austérité : chronique d'un échec annoncé

Sur les €226.7 milliards déboursés par les organismes de la Troïka, 11% sont allés au budget de la Grèce et le reste pour 'le service de la dette'. En excluant du service les fonds pour la recapitalisation des banques grecques (19% du total), les deux tiers du total déboursé sont finalement consacré à ce 'service de la dette' proprement dit. Le but de 'l'aide' n'est pas de faire diminuer la dette (elle augmente) mais de faire en sorte que les détenteurs de la dette continuent à en profiter. L'austérité consiste donc à 'pomper' au maximum la Grèce au profit de la finance.

Les plans de sauvetage et memorandums étaient censés permettre à la Grèce de retrouver une dette soutenable. La doctrine libérale supposait que les baisses de salaires permettraient de relancer la compétitivité de la Grèce (à travers une « déflation interne »), et relanceraient la croissance tandis que les déficits baisseraient grâce aux coupes drastiques de dépenses publiques aveugles. Cette stratégie s'est soldée par un échec spectaculaire :

- **la dette grecque stagne depuis 2010** : de 329 milliards en 2010, on est passé à 317 milliards en 2014 (alors que la « restructuration » de février 2012 a entraîné l'effacement de la moitié des dettes détenues par les non-résidents)

- **mais surtout, le ratio dette/PIB a explosé** (+50 % depuis 2008) : la dette représentait ainsi 113 % PIB grec en 2008 et représente 174,9% PIB en 2014

- **cela s'explique par une terrible récession** : les taux de croissance du PIB sont en 2010: -4,9 % , 2011 : -7,1 %, 2012 : -6,4 %, 2013: -4,5 %, 2014 : +0,6%)

En conséquence, le chômage et le risque d'exclusion sociale et de pauvreté ont explosé :

CHÔMAGE CREUSÉ

- 12,6 % en 2010
- 17,6 % en 2011
- 24 % en 2012
- 28 % en 2013
- 27,5% en 2014

RISQUE D'EXCLUSION ET DE PAUVRETÉ

- 27,7 % en 2010
- 31 % en 2011
- 34,6 % en 2012
- 35,7 % en 2013



La Grèce au fond des études comparatives mondiales

Le rapport sur la compétitivité publié par le Forum Économique Mondial sur un total de 144 pays inclus dans la classement démontre les résultats désastreux des politiques d'austérité de ces gouvernements :

- Confiance du citoyen envers le gouvernement : 106^{ème} place mondiale (78^{ème} place en 2009)
- Capacité d'innovation : 109^{ème} (101^{ème} place en 2009)
- Partialité des décisions gouvernementales : 109^{ème} (93^{ème} place en 2009)
- Niveau du système éducatif fourni : 111^{ème} (90^{ème} place en 2009)
- Possibilité d'emprunt du pays : 119^{ème} (39^{ème} place en 2009)
- Rapport rémunération – productivité : 121^{ème} (120^{ème} place en 2009)
- Facilité d'accès des entreprises – des citoyens aux emprunts bancaires : 136^{ème} (58^{ème} place en 2009)
- Fourniture de produits de haute technologie : 136^{ème} (91^{ème} place en 2009)
- Effet de la fiscalité sur l'incitation au travail : 138^{ème} et 141^{ème} concernant l'impact de la fiscalité sur la stimulation des investissements (78^{ème} place en 2009)

3. Le coup de poker de Samaras avec la convocation d'élections anticipées

La Troïka, dont la Grèce dépend pour le financement de sa dette, entend continuer avec son ingérence budgétaire. En décembre 2015, le Parlement grec (Vouli) vote un budget qui suscite le désaccord de la troïka : prévisions de croissance trop optimistes, trop de dépenses budgétaires.

Le gouvernement grec est mis dans l'obligation de rectifier le budget pour y ajouter d'autres mesures d'austérité, faute de quoi les prêts du dernier volet du deuxième plan d'aide (depuis 2010) ne seront pas versés.

Ils devaient être versés avant le 31 décembre 2014 mais les ministres européens des finances décident de suspendre l'octroi des prêts et de laisser un délai de deux mois aux Grecs, le temps qu'Athènes trouve un accord avec la troïka des créanciers (FMI, BCE, Commission européennes) sur son projet de budget 2015.



Tant qu'aucun accord n'est trouvé, sont suspendus :

- le versement des prêts correspondant au dernier volet (soit 1,8 milliard d'euros)
- d'une autre subvention de 1,8 milliard octroyée par la BCE, sur des bénéfices que celle-ci a réalisés en achetant à vil prix des obligations grecques, lorsque le pays était en pleine tourmente financière.
- ligne de crédit de précaution dits « Enhanced conditions credit line » au travers du Mécanisme européen de stabilité (MES). Elle nécessite la signature, avec Athènes, d'un protocole d'accord, avec une surveillance budgétaire toujours rapprochée et des visites régulières des bailleurs dans le pays.

De plus, tant que le programme d'assistance financière de l'UE et du FMI sera suspendu, la Grèce devrait être exclue du programme de rachat de dettes souveraines que la BCE se prépare à lancer (le 22 janvier 2015).

Face à cet échec, incapable de faire face lui-même à la Troïka, Samaras a fait un calcul politique. Si son gouvernement faisait adopter par le parlement le dernier paquet de mesures exigées par la Troïka, il n'aurait aucune chance de faire élire le président en février par la population qui se sentirait trahie. Il serait alors obligé d'aller aux élections générales juste après avoir fait voter de nouvelles mesures impopulaires. Dans ce contexte, il a choisi d'avancer les élections.

S'il gagne, il pourra à nouveau imposer à la population des mesures austéritaires sans craindre un nouveau scrutin trop rapidement.

En cas de victoire de Syriza, ce sera donc au gouvernement emmené par Syriza, qu'incombera la tâche de clore les négociations avec la troïka. Samaras laisse ainsi un terrain miné pour le nouveau gouvernement qui sera confronté à l'urgence absolue de renégocier avant fin février pour obtenir les prêts sans céder aux conditions iniques.



II. Le programme de Syriza : « une sortie de crise fondée sur l'idée de progrès et de justice »

Appuyé sur un travail sérieux de chiffrage des dépenses et des recettes articulé autour de 27 propositions phares, le programme de Syriza démontre déjà en soi sa capacité à gouverner.

Nous vous en faisons ici un résumé thématique, précédé dans chaque sous-partie des chiffres clefs de l'austérité qui justifient le programme de notre parti frère aujourd'hui, après ces années de gouvernement appliquant fidèlement les mesures néolibérales de la Troïka.

Rappelons que les deux partis, le social-démocrate Pasok et le conservateur Nouvelle Démocratie (ND) ont dirigé la Grèce pendant trente ans. Ce sont eux qui ont créé les conditions de la banqueroute de 2010 et la situation actuelle.

Pour les 100 premiers jours de gouvernement, Syriza a déjà définis les éléments clefs pour sortir les foyers les plus pauvres de la détresse.

1. Répondre à l'urgence humanitaire

Devant la situation dramatique à laquelle fait face le peuple grec, la première nécessité pour Syriza est donc de « réparer les injustices commises par l'application des mémorandums ».

Les chiffres de l'austérité

- 300 000 familles vivent au dessous du seuil de pauvreté
 - 98.2% d'augmentation du taux de pauvreté
 - 42.8 % d'augmentation de la mortalité infantile
- 272.7 % d'augmentation du taux de dépression. 2 personnes se suicident chaque jour



Les solutions de Syriza :

un vaste programme de 2 milliards d'euros pour la création d'un « bouclier de protection pour les couches sociales les plus vulnérables » incluant

- **gratuité de l'électricité** (à hauteur de 3600 Kwh par an)
et création de subventions alimentaires pour les 300 000 familles vivant au-dessous du seuil de pauvreté, plus un programme public de subventions alimentaires pour ces foyers.
- **accès gratuit pour tous aux services publics de santé**
et réduction drastique de la participation des patients aux dépenses pharmaceutiques.
- **réhabilitation de logements ou d'hôtels abandonnés**
pour rendre disponibles 25 000 logements à loyers subventionnés.
- **relèvement progressif des petites retraites**
- **réduction du prix des transports publics**
- **différenciation de la taxe spéciale de consommation sur les produits pétroliers**, en fonction des usages (en tant que carburant ou combustible de chauffage) afin de réduire le prix du pétrole de chauffage (de 1,20 à 0,9 €/litre)
- **abrogation immédiate de la taxe foncière (ENFIA) du gouvernement**
fixée sans barème de taux progressif et son remplacement par une taxe socialement juste sur la grande propriété (FMAP). Son taux sera progressif et le seuil d'exonération élevé. La résidence principale sera exemptée, à l'exception des propriétés de grand luxe ostentatoire. « L'introduction de cette taxe dans le système fiscal grec fait partie de la réforme fiscale qui se mettra en place progressivement afin de rétablir sa conformité au principe constitutionnel de la répartition des charges fiscales selon la capacité contributive des personnes imposables, afin également d'enrayer toute possibilité de contourner la loi et afin de lutter efficacement contre la fraude fiscale ».
- **restauration du seuil de non-imposition à 12000 €/an** afin de redistribuer la charge fiscale au profit des personnes à faible et moyen revenu



2. Effacer la partie illégitime de la dette pour sortir de l'austérité

Comme le Parti de Gauche, Syriza questionne le bien-fondé de l'ensemble de la dette, érigé par la poignée d'économistes de Bruxelles comme une sainte relique pour justifier les saignées économiques néolibérales.

De nombreux économistes sont capables aujourd'hui d'évaluer la part illégitime de la dette d'un pays.

Dans le cas grec, la situation est particulièrement exemplaire de l'absurdité du système puisque les prêts de la Troïka viennent majoritairement rembourser la dette et surtout ses intérêts, grandissant de nouveau le déficit.

Si rien ne change, entre 2015 et 2047, Athènes devrait rembourser de 4 à 18 milliards d'euros par an à ses créanciers et c'est sans compter le paiement des intérêts.

Des sommes qui engloutiraient la totalité des excédents primaires aujourd'hui dégagés par le pays, et qui l'empêcherait d'investir dans l'avenir.

Une spirale infernale dont il faut sortir !

Les chiffres de l'austérité

- la dette publique grecque est passée de 115 % du PIB en 2009 à 175 % aujourd'hui.
 - l'austérité a coûté à la Grèce 25 % de son PIB.
- 70 % des fonds accordés par la troïka ont servi à financer le remboursement des dettes et des intérêts, 19 % ayant servi à la recapitalisation des banques



Les solutions de Syriza :

- **un moratoire suivi de l'effacement d'une majeure partie de la dette** détenue par le mécanisme européen de stabilité,

- **pour le reste de la dette, une restructuration assortie d'une « clause de croissance »**

pour la dette détenue par le FMI et la BCE, soit un remboursement conditionné par une clause de croissance, Syriza demande aussi la sortie des investissements publics du calcul des déficits plafonnés par le pacte de stabilité et de croissance. *Le parti a même élaboré en commun avec le parti espagnol **Podemos** une proposition pour une solution globale avec un moratoire sur les intérêts et les amortissements pour cinq ans avec une prise en charge par la Banque centrale européenne (BCE).*

- **un assouplissement quantitatif**

avec le rachat direct des titres de dette publique par la Banque centrale européenne.

- **remboursement de la somme versée par la Grèce à l'Allemagne nazie**

Lors de la seconde guerre mondiale, les forces d'occupation nazies ont imposé le règlement par le pays du coût d'occupation. Le coût du remboursement à verser par l'Allemagne est estimé à 168 milliards d'euros. « Dès que notre gouvernement sera en charge, cette question fera l'objet d'une demande officielle », indique Tsipras à l'attention de Berlin dans son grand discours à Thessalonique.

- **création d'un organisme public chargé de la gestion de la dette privée**
« Il garantira le traitement juste et équitable de tous les emprunteurs, en gérant l'ensemble des dettes exigibles envers les banques »

- **mise en place d'une banque de développement et de banques spécifiques**

« La nouvelle architecture du système bancaire comprendra, outre les banques recapitalisées systémiques, de nouvelles banques coopératives spécifiques et une banque publique de développement. » Cette banque publique aidera les PME et les agriculteurs.



3. Lancer une politique de relance et de création d'emplois

Le poids de la dette réduit, l'excédent primaire mobilisable permettra à Syriza de mettre en place ses premières mesures.

A l'exception de l'effet du tourisme, les exportations ne peuvent avoir un effet favorable sur la croissance d'un pays qui était peu industrialisé avant la crise et qui l'est encore moins aujourd'hui.

Syriza doit donc massivement investir dans l'économie grecque pour relancer la demande.

Les chiffres de l'austérité

- l'austérité a coûté à la Grèce 25 % de son PIB et mis à l'arrêt 65 % de l'appareil productif
 - 25 % un taux de chômage
 - 1 millions de pertes d'emploi
 - 30% des entreprises fermées
 - 38% de baisse des salaires
 - 45% de baisse des retraites
- 30% de baisse des revenus des ménages
- 190.5% d'augmentation du chômage
- 84.3% de réduction de l'activité dans le secteur de la construction

Les solutions de Syriza : un « plan de relance de l'économie réelle » de 12 milliards d'euros

- **réforme fiscale** mettant fin au matraquage des classes populaires et permettant à l'État de « puiser l'argent où il se trouve, c'est-à-dire chez les riches »
 - **lutte contre la fraude et l'évasion fiscales**
- **création d'une « banque de développement » publique** pour aider les PME et les agriculteurs
- **fin des privatisations et création de 300 000 emplois** dans les secteurs public, privé et dans l'économie solidaire pour un coût de 3 milliards d'euros, réintégration d'une partie des fonctionnaires « placés en réserve » par le gouvernement de Samaras.
- **4 milliards d'euros consacrés à un plan d'investissements publics**, appuyé par la Banque européenne d'investissements. Le soutien public à l'industrie sera soumis à des clauses d'emploi et de respect de l'environnement.
- **restauration du droit du travail** dont le rétablissement des conventions collectives annulées sous la houlette de la Troïka. Les réformes concernant les licenciements collectifs et abusifs, les contrats précaires de « location des employés » seront abrogées.
- **rétablissement du salaire minimum** au niveau d'avant les mémorandums (751 euros mensuels) et sans critères d'âge, pour relancer la demande. « Selon les estimations, même en ne prenant en compte que la première année de sa mise en place, elle aura comme effet une augmentation de la demande intérieure de 0,75%, et du PIB de 0,5%. En outre, elle permettra de créer 7.500 nouveaux emplois. »

Les recettes

pour financer les points 1 et 3. du programme, Syriza prévoit :

- un plan pour le recouvrement des prélèvements obligatoires et globalement le plan pour la relance de l'économie réelle apporteront 3 milliards € de recettes supplémentaires au budget de l'État
- un plan d'action à déploiement semestriel contre les pratiques d'évasion fiscale actuelles doit apporter 3 milliards € de recettes supplémentaires au budget de l'État
- la réaffectation de ressources issues des programmes européens par le biais du Cadre de Référence Stratégique National doit apporter 3 milliards €
- la réaffectation de ressources issues du FESF doit apporter 3 milliards €

Soit un total de 12 milliards d'euros permettant dans un premier temps de couvrir les dépenses sans avoir recours à l'emprunt sur les marchés financiers, ni création monétaire

4. Renforcer la démocratie et les droits de l'Homme

À l'image de ce que le Parti de Gauche prône avec le passage à la VIème République, Syriza met également en avant dans son programme des changements démocratiques, institutionnels et sociétaux importants.

La défense et l'amélioration des droits des populations discriminées, et particulièrement des LGBT, revêt un sens particulier en Grèce devant le conservatisme de la droite, la répression de l'extrême-droite et une Eglise orthodoxe réactionnaire et bien implantée.



Syriza propose donc entre autre :

- **création de l'initiative législative populaire, du veto populaire et du référendum d'initiative citoyenne.**

- **renforcement du rôle du Parlement**

dans sa fonction législative et sa fonction de contrôle de l'exécutif

- **délimitation claire de l'immunité parlementaire**

et suppression du statut particulier des ministres en matière de responsabilité pénale

- **redéfinition de la charte de fonctionnement des médias**

qui inclue la renaissance de la **TV publique ERT**, détruite par le gouvernement de Samaras.

- **intensification et accélération des contrôles des transactions intragroupe**

des «listes Lagarde», du Liechtenstein, des transferts de fonds, des sociétés offshore et de l'immobilier à l'étranger.

- **mariage homosexuel et droits LGBT**

ouverture aux couples de même sexe à la fois du mariage civil mais aussi du partenariat civil qui est encore exclusivement réservé aux hétérosexuels en Grèce.

Face aux violences de l'extrême droite Aube Dorée, le programme de Syriza indique en outre : « *Nous luttons contre la violence raciste et homophobe et contre toutes les discriminations fondées sur l'origine, la religion, la couleur, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, endémiques dans de nombreux domaines de la vie sociale et pour garantir le changement du cadre législatif légitime pour agir, directement ou indirectement, contre de telles discriminations. Dans ce contexte, nous soutenons pleinement le droit à l'autodétermination en matière de sexualité et d'orientation sexuelle, l'ouverture dans la loi du mariage civil pour les couples de même sexe avec les droits pleins et égaux et la reconnaissance de l'identité de genre* »

Le programme de Syriza, notamment sur les droits sociaux, avec par exemple l'interdiction des licenciements abusifs - contrairement aux précédents gouvernements de droite et socio-démocrate- doit rappeler que c'est bien un programme véritablement à gauche et non « un programme vaguement plus à gauche que le PS français » comme se plaisent à le dire les commentateurs français.

Sachons nous souvenir des Cohn-Bendit et autres personnalités bien-pensantes qui hier encore fustigeaient Syriza en le comparant à l'extrême-droite Aube Dorée et qui aujourd'hui se présentent comme son plus fervent soutien.



IMMIGRATION

Syriza n'est pas l'ami de Marine Le Pen

A la suite des déclarations du président de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan qualifiant Syriza de "gauche de bon sens", les médias français ont donc laissé entendre l'habituelle idée « des extrêmes tous pareils », oubliant les propos de ce dernier juste après « je soutiens le parti les Grecs indépendants » parti de droite dure avec lequel Syriza n'a pas l'intention de faire alliance.

Pire, les titres comme « **Syriza: Le Pen et Mélenchon, les mêmes mots pour le dire** » viennent encore une fois mettre dans le même sac eurosceptiques et europhobes, alors qu'un point central du programme de Syriza le différencie bien de l'extrême droite : l'immigration.

Loin de la « préférence nationale » de Marine Le Pen, la politique migratoire de Syriza en matière de migrations comporte notamment les points suivants :

- facilitation du regroupement familial
- facilitation de la naturalisation des immigrés et notamment de leurs enfants
- suppression de toute limitation à l'accès à la santé publique et à l'éducation pour les migrants
- naturalisation de tous les enfants qui naissent en Grèce ou qui y sont arrivés à un jeune âge
 - nationalité automatique après sept ans de présence
- suppression des camps de rétention d'étrangers et création de centres ouverts aux conditions dignes
- élimination des expulsions informelles en mer Egée et à la frontière de l'Evros
 - suppression de l'expulsion et de la rétention administrative des mineurs
- régularisation et sécurité sociale pour tous les immigrés qui travaillent droit de vote et d'éligibilité



La Grèce dans l'UE

La Grèce a déposé sa candidature à la CEE dès l'effondrement de la Dictature des colonels.

Son adhésion est devenue effective le 1er janvier 1981.

Le pays entre dans la zone euro en 2001.

La Grèce dispose de **21 sièges au Parlement européen**

- 5 pour la droite Nouvelle Démocratie (PPE)
- 1 pour le parti à la droite de cette droite, celui des Grecs indépendants (ECR)
- 4 pour la social-démocratie Pasok (S&D)
- 3 pour l'extrême-droite Aube Dorée (NI)
- 2 du Parti Communiste Grec (NI).

Avec 6 députés, Syriza (GUE/NGL) forme la plus grande délégation grecque au Parlement européen.

Dans la nouvelle équipe de la Commission européenne qui a pris ses fonctions le 1^{er} novembre 2014, le gouvernement grec a envoyé Dimitris Avramopoulous, vice-président de Nouvelle Démocratie.

Il a été nommé commissaire en charge des affaires intérieures, de la migration et de la citoyenneté. À ce titre, sa première lettre de mission n'augure rien de bon sur sa politique migratoire.

Il se concentre sur une vision de l'Europe « forteresse » sans aucune référence à aucune des dispositions minimales dont l'UE et les Etats Membres ont la charge pour défendre les droits de l'Homme des migrants ou des réfugiés. De plus, en tant que ministre de l'ordre public, il s'est fait connaître pour avoir demandé la construction d'une barricade de barbelés de 12 km à la frontière turque « pour protéger notre société ».

Ancien maire d'Athènes, il a fait partie de tous les gouvernements depuis 2004 (sauf l'année 2010), tantôt comme ministre de la santé et de la solidarité, puis ministre des affaires étrangères ou plus récemment ministre de la Défense.



Dimitris Avramopoulous

Syriza, levier des Balkans

« [...] Le premier cycle des mesures [...] débutera avec la mise en œuvre de deux actions parallèles. La première consiste à affronter les causes endogènes de la crise. La deuxième concerne les causes extérieures, en revendiquant une nouvelle place et un nouveau rôle pour notre pays au sein de l'Europe, des Balkans, de la Méditerranée et dans le monde. »

(A. Tsipras, Discours de Thessalonique, septembre 2014)

Plusieurs raisons expliquent la revendication d'un nouveau rôle pour la Grèce de Syriza dans l'espace des Balkans :

Syriza s'implique très fortement dans la mise en place de partis politiques de la nouvelle gauche se réclamant d'un « socialisme démocratique » et de l'écosocialisme comme la Gauche unie en Slovénie ou le Front des ouvriers en Croatie.

Ces mouvements et partis pourraient prendre un poids considérable très rapidement et devenir de précieux alliés face aux pressions de la Troïka.

En effet, les peuples des Balkans subissent le même sort que la Grèce, à cette différence près qu'ils ne font pas tous partie de l'UE : désintérêt de Bruxelles quant à leur situation dans le contexte des mesures économiques prises contre la Russie, taux de chômage très élevé, extrême pauvreté, dette de l'Etat, immigration et corruption de politiciens abusifs, pour lesquels nationalisme et « colonialisme corporatiste » font très bon ménage.

La tension est palpable.

Le seul rempart semble donc le front d'une nouvelle gauche internationaliste menée par la victoire de Syriza, qui pourrait éviter que ces pays, harassés par la crise, ne replongent dans des conflits interethniques !



III. Lutter contre les tentatives de l'oligarchie européenne de déstabilisation du pays

Nous l'avons déjà montré, la peur de l'arrivée d'une véritable gauche au pouvoir suscite bien des réactions en Europe mais également nombre de commentaires pour faire peur au peuple grec.

1. Les menaces de l'oligarchie européenne contre le peuple grec à l'aube du vote

Plus la possibilité d'un gouvernement Syriza devient palpable, plus les menaces pleuvent en Europe pour dissuader les électeurs grecs de ce « danger ».

Début décembre, c'est Juncker, le nouveau président de la Commission européenne, qui lance les procédures d'intimidation et d'ingérence dans les affaires grecques, en appelant à ne pas voter en faveur de ce qu'il appelle « *les forces extrêmes* ».

« *Ma préférence serait de revoir des visages familiers en janvier* » pour une institution soi-disant apolitique, on a connu mieux.

Peu après, Pierre Moscovici, nouveau commissaire européen aux affaires économiques vient rendre visite au gouvernement de droite d'Antonis Samaras à Athènes, à deux jours du vote au Parlement grec pour tenter d'élire un nouveau président et ainsi éviter des élections. Le « socialiste » vient défendre les réformes structurelles et qualifie « d'homme bien » M. Dimas du parti de droite grec pour succéder à l'actuel président !

Les ingérences sont couronnées par l'intervention de la chancelière allemande qui menace le peuple grec d'une sortie de l'euro s'il votait Syriza. Des propos aussitôt démentis par son gouvernement mais également par la porte-parole de la Commission européenne. L'appartenance d'Athènes à l'union monétaire est « *irrévocable* » selon elle.

Cette ingérence dans le choix de vote des Grecs montre la peur qu'engendre l'arrivée probable d'une gauche radicale pour les élites européennes mais également leur éloignement des réalités du quotidien des peuples européens qui sont soumis à leurs politiques.

Récupération odieuse des massacres à Charlie Hebdo par Samaras

"Aujourd'hui à Paris, un massacre s'est produit avec au moins douze morts. Et ici certains encouragent encore davantage l'immigration illégale et promettent la naturalisation", a déclaré Antonis Samaras, le chef du parti conservateur Nouvelle Démocratie au pouvoir avec les socialistes depuis juin 2012.

(voir encart immigration plus haut)

2. Pourquoi Syriza ne fera pas sortir la Grèce de la zone euro ?

Parce que :

- **ce n'est pas dans son programme** : « Nous voulons une solution à l'intérieur de la zone euro » dit l'économiste de Syriza, Maria Karamenissi.
- **la sortie de la zone euro tout en restant membre de l'Union européenne n'est tout simplement pas prévue par les Traités européens.** La zone euro a également été renforcée avec des mécanismes pour éviter une contagion d'un de ses membres à d'autres " maillons faibles ".
L'union bancaire quasiment achevée, avec son mécanisme de gestion des faillites bancaires et le Mécanisme européen de stabilité (MES), sorte de FMI européen, lie également toutes les économies de la zone euro.
En imaginant une sortie de l'euro, la Grèce prendrait le risque de dévaluation qui ferait exploser le montant de la dette, celle libellée en euros et, à cause des contrats de droit anglo-saxon, le risque également de voir la Grèce devenir la proie de fonds vautours comme c'est le cas en Argentine.
La réintroduction de la drachme grecque coûterait des milliards d'euros aux contribuables européens et environ 80 milliards d'euros selon les estimations à la seule Allemagne.
Ce serait donc de toute façon pour l'UE un scénario catastrophe qui ne pourrait qu'affaiblir encore davantage sa propre crédibilité.
- **la dette grecque lie le destin de la Grèce aux gouvernements européens :**
90 % de la dette publique hellénique (174,4 % du PIB) appartient, depuis sa restructuration de 2012, aux Etats européens et aux créanciers publics internationaux.
Athènes a emprunté près de 53 milliards aux pays de la zone euro - principalement la France et l'Allemagne -, près de 142 milliards au Fonds européen de stabilité financière (FESF) et 31,8 milliards d'euros au Fonds monétaire international (FMI). On voit mal l'Allemagne renoncer à sa somme prêtée.
Cela prouve également que la dette n'est donc pas autant soumise aux aléas du marché que ce que les médias le laissent penser.

Mais le débat existe au sein de Syriza entre deux positions : « *aucun sacrifice au nom de l'euro* ». ou « *l'euro ne justifie pas tous les sacrifices* ».



Conclusion

Quelles marges de manœuvre pour le gouvernement Syriza ? La Grèce a besoin de nous.



Le rapport de force avec la chancelière allemande et les marchés financiers qui va s'engager aux premiers jours d'un gouvernement Syriza autour de la restructuration de la dette ne concerne pas que la Grèce mais tous les pays européens, aux premiers rangs desquels la France et l'Italie.

« *Nous déstabiliserions la situation intérieure de ces pays* » en nous montrant accommodants avec Athènes, a expliqué un conseiller du gouvernement Merkel. Les menaces sont claires et le rapport de force s'annonce rude. Thomas Oppermann, président du groupe social-démocrate au Bundestag allemand a rappelé aux Grecs qu'il « *n'y aura pas d'aide sans contrepartie* ».

Ce rapport de force dépend aussi largement de la formation du gouvernement Syriza dans les jours qui suivront l'élection du 25 janvier 2015. La majorité est généralement évaluée autour de 35% mais le système électoral grec est particulièrement complexe et dépend aussi des résultats des autres petites formations et des résultats par régions.

« *L'objectif de Syriza est d'obtenir une majorité parlementaire aux élections et la formation d'une alliance – indépendamment du résultat électoral – avec d'autres forces de la gauche et de l'écologie radicale pour former un gouvernement* » (Stratoulis, député de Syriza).

Le parti grec est donc confronté au fait de former un gouvernement large mais les possibles alliés sont limités.

To Potami (La Rivière), parti de centre gauche créé en mars 2014 à l'initiative d'un journaliste de télé privée et ayant obtenu 6,6 % aux élections européennes a déjà annoncé sa disponibilité.

Le KKE (parti communiste grec), se refuse par contre à toute discussion avec des « opportunistes » qui acceptent les règles de l'Union européenne et sa monnaie unique.

Reste, La Gauche démocratique (Dimar), scission de 2010 de Synaspsimos, résolument favorable à l'Union et à l'euro, mais lié au gouvernement qui a entériné le mémorandum de la Troïka. Et rien ne dit qu'ils auront encore des députés.

La question sera aussi de savoir quelles seront les conséquences d'une alliance au centre sur l'orientation d'un gouvernement dirigé par Syriza. Tsipras appelle en ces derniers jours de campagne à dépasser l'opposition gauche-droite à travers la constitution d'un front antimémorandum susceptible de rassembler large. Ou, en deux mots : négociation ou renonciation ? croissance ou austérité ? Syriza ou Nouvelle Démocratie ?

Au soir du 25 janvier, l'UE sera appelée à affronter les demandes d'un gouvernement élu démocratiquement au risque de mettre la Grèce et toute l'Europe en échec économique et politique total. La possibilité d'avoir un autre gouvernement progressiste en Europe, en Espagne par exemple, rend tous ces éléments de victoire pour l'Europe des peuples encore plus palpables.

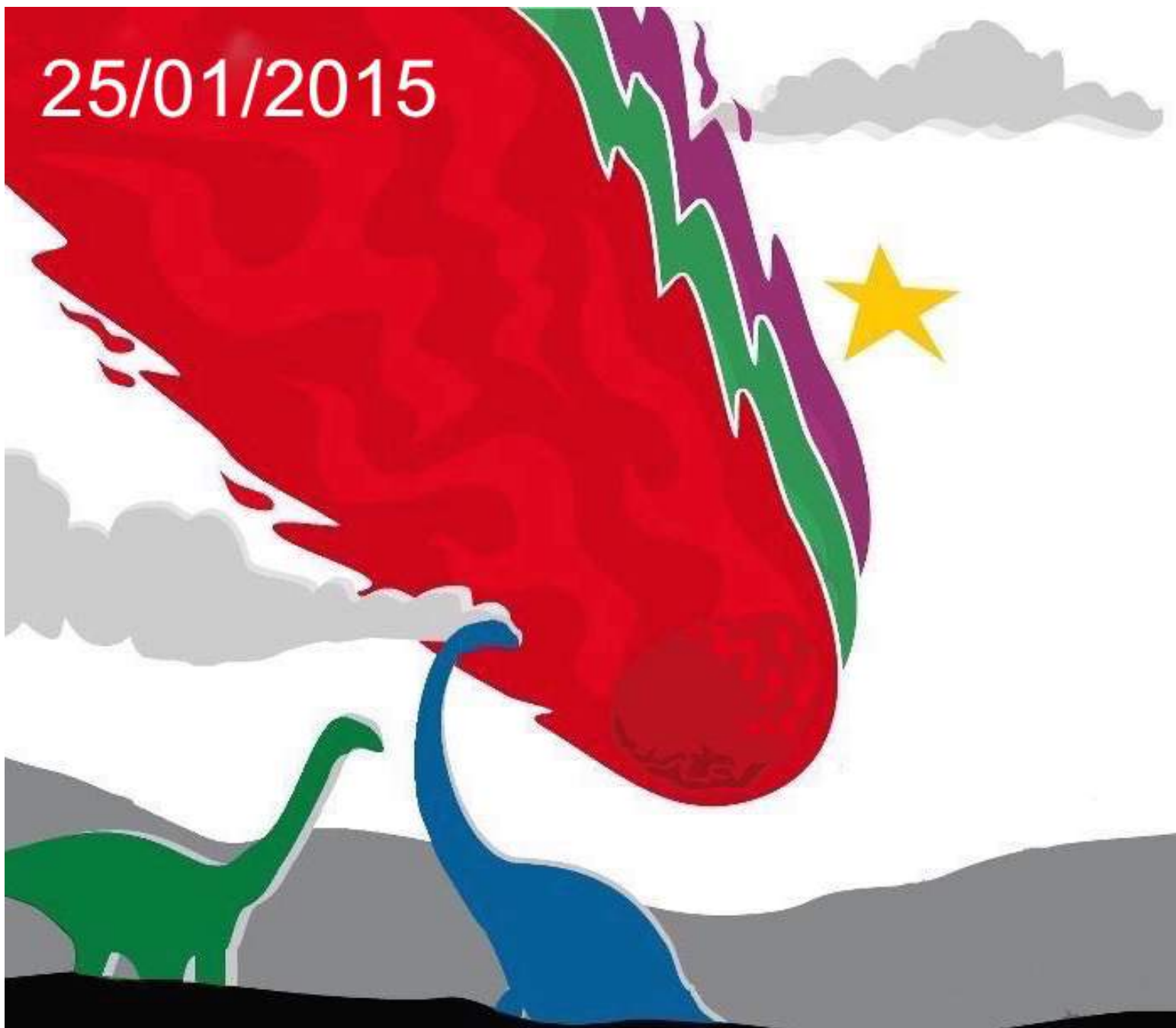
Ce kit militant a été coordonné par la co-responsable de la Commission Europe, Sophie Rauszer et est basé sur un travail collectif des membres de la commission. Le maquettage a été réalisé par Selyne.

Sauf mention contraire, toutes les citations entre guillemets proviennent des discours de campagne ou interviews d'Alexis Tsipras.

Nous espérons que sa lecture pourra inspirer des formations, ateliers de lecture ou débats sur le programme de Syriza et les défis que toute la gauche européenne rencontrera au soir des élections du 25 janvier en Grèce. C'est aussi votre petite pierre à l'édifice de cette grande victoire commune !



25/01/2015



**ΝΑ ΤΗΝ ΚΑΝΟΥΜΕ ΜΕΡΑ
ΕΞΑΦΑΝΙΣΗΣ ΤΩΝ ΔΕΙΝΟΣΑΥΡΩΝ!**

ΣΥΡΙΖΑ



ΕΝΩΤΙΚΟ
ΚΟΙΝΩΝΙΚΟ
ΜΕΤΩΠΟ
www.syriza.gr